

2 Politique

Présidentielle 2016/Forum de l'organisation américaine National Democratic Institute (NDI)

Les acteurs politiques en conclave



On reconnaît à la table officielle les principaux animateurs.



Plusieurs acteurs politiques et de la Société civile participent au forum.

SM

Libreville/Gabon

LA classe politique et la société civile gabonaise participent, depuis hier, au Méridien Re-Ndama, à un forum d'information et d'échanges organisé par l'organisation américaine, le National Democratic Institute (NDI). Et

ce, dans le cadre de la préparation de la prochaine élection présidentielle dans notre pays. L'ambassadeur des États-Unis, Cynthia Akuete, a solennellement procédé à l'ouverture des travaux qui devraient, conformément au programme, prendre fin cet après-midi. Ces assises auxquelles participent plusieurs ac-

teurs du processus électoral et certains représentants des candidats à l'élection présidentielle du 27 août prochain ont pour thème directeur "Les élections compétitives dans les sociétés démocratiques : les rôles et responsabilités des différents acteurs". Elles visent notamment à sensibiliser tous les acteurs gabonais sur les principes démocratiques et de transparence électorale.

Autour de ce thème générique, plusieurs thématiques y sont abordées. Il s'agit, entre autres, de "l'impartialité et la transparence du processus électoral". Ce thème met, en effet, en exergue le rôle des différentes institutions en charge de l'organisation des élections, les meilleures pratiques et

mécanismes pour accroître la confiance des électeurs, et les défis à relever. Dans ce même registre de thématiques abordées, nous pouvons également noter : "le rôle des partis politiques dans le processus électoral"; "le rôle de la société civile et la crédibilité des élections" (avec un accent sur les principes directeurs d'une ob-

servation crédible, la sensibilisation et l'éducation civique autour des élections, la promotion de la participation des femmes aux élections); "la sécurisation physique et juridique des élections"; "le rôle des médias et de la communication autour des élections"; et "le rôle des partenaires et l'observation internationale des élections".

Déclaration de l'ONG IDRC Africa

"Nous recherchons des solutions de paix, nous refusons le chaos"

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

LE week-end dernier, le coordonnateur de l'ONG IDRC Africa, Hervé Omva Ovono, était face à la presse pour donner la position de sa structure face à la crise politique qui prévaut dans notre pays. En effet, "face aux déchirements de la classe politique soutenue par une certaine société civile qui nous conduit droit vers un chaos programmé, face aux ego prononcés des acteurs ayant travaillé main dans la main depuis près de quarante ans, (...) nous, IDRC

Africa et l'ensemble de nos partenaires avons pris la décision d'interpeller l'opinion publique (...)", a laissé entendre l'orateur. Aussi, conscient de ce que le Gabon appelle au rassemblement de tous ses fils pour son développement, IDRC Africa rejette toute théorie du "chaos". Le peuple gabonais soutiennent-ils, "souhaite un changement harmonieux et non ce cadeau empoisonné que veut lui offrir une certaine classe politique soutenue par une société civile aux allures et méthodes qui frisent le terrorisme", a ajouté Hervé Omva Ovono. Cependant, tout en interpellant l'opinion publique et la communauté interna-

tionale, il s'est indigné du "silence" d'un certain nombre de partenaires. Ce, malgré "les différents ballets diplomatiques aussi bien au Gabon qu'en Europe ou encore aux États-Unis, des différents acteurs engagés dans ce processus électoral". De même, il a condamné, sur le plan national, l'attitude de certains compatriotes. D'où un ensemble de questions que se pose IDRC Africa, notamment : "Pourquoi les acteurs éminents de cette société civile se retrouvent à conduire les causes de l'opposition ? Est-ce une autre forme de boycott à la veille des élections comme les opposants nous le servent à chaque élection de-

puis 1990 ?". Fort de tout cela, Hervé Omva Ovono et les siens invitent la population à se mobiliser pour "apporter sa contribution pour un retour rapide de la paix et de la sérénité sur l'ensemble du territoire, en donnant un carton rouge à ces sorciers perfides qui sèment des messages de haine. Nous recherchons des solutions de paix, nous refusons le chaos". Soulignons que, dans le cadre de ses missions, IDRC Africa dont le siège social se trouve au Gabon, propose des missions d'assistance technique aux gouvernements, collectivités locales, etc. Son principal objectif étant de



Hervé Omva Ovono, coordonnateur de l'ONG IRDC Africa.

contribuer à la lutte contre la pauvreté, notamment par la mise en place des projets promouvant

l'agroalimentaire, la conservation de l'environnement, la gestion des conflits, etc.

Point-presse du procureur de Libreville/Affaire Wang et Franck Ping

Ouverture d'une enquête préliminaire

COE

Libreville/Gabon

LE procureur de Libreville, Steeve Ndong Essame Ndong, a tenu un point-presse le week-end dernier. Occasion de faire état de "la délinquance financière à grande échelle" dans une affaire de malversations financières impliquant d'une part Wang Ping, par ailleurs directeur général adjoint (DGA) de la société chinoise Sinohydro

et Franck Ping. Il ressort de cette affaire que, le dernier cité aurait perçu indûment les sommes de 5 milliards 240 millions de francs et 717. 040. 290 francs dans le cadre respectivement du projet d'électrification de Libreville en 2009 et de la construction des routes Akiéni-Okondja et Koumameyong-Ovan, que l'État gabonais avait conclu avec la société chinoise Sinohydro. Une information judiciaire a donc été ouverte, à l'encontre de Franck Ping et la société précitée représen-

tée par Wang Ping, son DGA, par les Officiers de police judiciaire (OPJ), sur instruction du procureur de la République et sur le fondement de l'article 73 du Code de procédure pénale, pour les faits de corruption. Un délit prévu et puni par les articles 145 et 146 du Code pénal. Convoqué régulièrement pour une audition contradictoire, sieur Franck Ping aurait quitté le territoire national. Par conséquent, "Le parquet de Libreville mettra en œuvre tous les mécanismes juridiques dans



le cadre de la coopération judiciaire internationale pour faire la lumière sur cette délinquance financière à grande échelle, avant des éventuelles poursuites pénales contre les mis en cause devant la juridiction compétente", a indiqué le magistrat.

Le procureur de Libreville, Steeve Ndong Essame Ndong.